LES FEMMES, PREMIÈRES VICTIMES DE L'ULTRACAPITALISME ANDIN

Marée féministe au Chili

La gauche chilienne cherche son unité. Les étudiants ont ouvert la voie en 2011, réhabilitant l'héritage de Salvador Allende ; de nouveaux venus en politique ont tenté de transformer l'essai lors des élections de 2013, avant que les organisations syndicales ne sortent de leur torpeur. En réussissant l'une des plus importantes mobilisations depuis la fin de la dictature, le mouvement féministe ravive à son tour l'espoir.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
FRANCK GAUDICHAUD *

C'EST PAS une vague, mais un tsunami haut en couleur qui, ce 8 mars 2019, inonde les rues de Santiago, sous un soleil radieux et sous... l'œil torve de nombreux carabiniers, les gendarmes locaux. Pour célébrer cette première grève féministe de l'histoire du Chili, plus de 350 000 personnes chantent, dansent, chahutent dans le centre de la capitale. Des femmes, surtout, le plus souvent jeunes. Le corps peint, pour certaines d'entre elles, elles manifestent en famille, avec leurs compagnons, leurs enfants. Des chiens des rues accompagnent cette marche joyeuse et rageuse, en cette Journée internationale des droits des femmes.

Les grands-mères survivantes de la répression de la dictature du général Augusto Pinochet (1973-1990) et les militantes de défense des droits humains sont là. Telle Mme Alicia Lira, présidente du Collectif des familles d'exécutés et exécutées politiques, elles défilent avec les photographies de leurs disparues : *« Les raisons pour lesquelles la dictature les a assassinées sont exactement les mêmes que celles pour lesquelles nous marchons aujourd'hui : elles voulaient construire une société de personnes libres et égales. »*

Les mots d'ordre sont aussi divers que le public présent : contre les violences à l'encontre des femmes, la discrimination que subissent les homosexuelles et les transgenres, les conditions d'accueil déplorables des migrantes, pour l'égalité de salaire avec les hommes. Aux côtés d'organisations non gouvernementales (ONG), d'associations et de syndicats, des femmes mapuches, vêtues de leurs habits traditionnels, dénoncent l'oppression que subit leur peuple, tandis qu'une étudiante brandit une pancarte où l'on peut lire : « Liberté pour mes ovaires. Avortement libre, sûr et gratuit ! » Des habitantes des quartiers populaires organisées au sein du réseau Ukamau insistent sur le droit au logement. Un peu plus loin, l'organisation Du pain et des roses, proche du petit Parti des travailleurs révolutionnaires, entonne des chants de lutte sous un flot de drapeaux. Quelques parlementaires de gauche ont fait le déplacement. Un imposant cortège composé uniquement de femmes ouvre le défilé derrière une immense banderole : « Femmes travailleuses dans la rue, contre la précarisation de la vie ».

« C'est typique des groupes de gauche et des marxistes, s'amuse Mme Javiera Rodríguez, étudiante en journalisme et militante conservatrice. *Ils prétendent chercher à unir les gens, et ils finissent par tout mélanger. Au début, ils militent à l'occasion de la journée de la femme. Et puis ça devient une manifestation pour la femme "opprimée", pour la femme "travailleuse", etc. Au bout du compte, ceux qui vont à la manifestation se retrouvent à marcher pour la réforme des retraites et contre les fonds de pension, pour l'avortement libre ou pour le mariage gay... »*

Mme Rodríguez a fait la « une » des médias en 2018 pour un *« acte de résistance »* au cours de l'occupation de son université par des féministes. Elle a décroché la banderole qui proclamait : « Non aux harceleurs à l'Université catholique ». *« Je ne pouvais pas accepter l'image que ce slogan renvoyait de notre université ! C'est venu des tripes : je l'ai arrachée et j'ai ensuite affronté les occupantes. Et j'ai dit ce que je pensais devant les caméras de télévision. C'est par respect de l'ordre et des institutions que j'ai fait cela. Certains diront sûrement que je suis "facho" ; peu m'importe. »*

Contrairement à Mme Rodríguez, les organisatrices estiment que la journée du 8 mars est un succès *« historique »,* auquel elles ne s'attendaient pas tout à fait : il s'agit de l'une des plus importantes mobilisations de rue depuis le début de la transition démocratique, en 1990. À l'échelle nationale, on dénombre 800 000 manifestants dans plus de soixante villes, y compris de petits centres urbains de province qui n'avaient plus vu cela depuis trente ans...

Comment expliquer une telle réussite dans une nation réputée pour son conservatisme, où le code civil remonte à 1855, où la légalisation du divorce n'a été obtenue qu'en 2004 (une des dates les plus tardives du monde) et où l'interruption volontaire de grossesse (IVG) n'a été – très partiellement (1) – dépénalisée qu'en 2017, après des décennies d'obstruction de la part des principaux partis politiques et de l'Église catholique ?

« Démocratie dans le pays, à la maison et au lit ! »

Quelques jours avant la mobilisation, des signes d'inquiétude émanaient déjà du sommet de l'État. Sur l'une des nombreuses chaînes de télévision privées acquises à sa cause, le président Sebastián Piñera, un entrepreneur multimillionnaire élu en 2017 après avoir déjà gouverné le pays entre 2010 et 2014 (2), tentait d'apaiser les esprits : *« C'est une erreur de vouloir instrumentaliser la noble cause de l'égalité pleine des droits et des devoirs entre hommes et femmes. Je pense qu'une grève n'est pas nécessaire, car notre gouvernement a fait sienne la cause des femmes. »*

La fébrilité du pouvoir s'explique sans doute par le souvenir de l'impressionnante mobilisation étudiante de 2018 contre le harcèlement sexuel et en faveur d'une éducation non sexiste. Ce « Mai féministe » avait conduit à l'occupation de dizaines d'universités, obligeant les institutions à réagir et à reconnaître à contrecœur le malaise qui montait depuis des lustres. Des professeurs de renom ont été mis en cause, et d'autres suspendus, notamment l'ex-président du Tribunal constitutionnel. Même la vénérable Université pontificale catholique de Santiago, haut lieu des « Chicago boys » qui conseillaient le général Pinochet durant la dictature, a été occupée (provoquant l'ire de Mme Rodríguez). Ce n'était plus arrivé depuis 1986.

Ce premier tremblement de terre féministe ne constituait en fait qu'une réplique de l'intense mobilisation étudiante de 2011, durant le premier mandat de M. Piñera (3). Pour les jeunes qui prennent les rues à l'époque, comme pour les personnes qui ont répondu à l'appel de la grève féministe du 8 mars, le Chili doit en finir avec l'héritage maudit de l'époque autoritaire. Une rupture que les gouvernements successifs de la Concertation (coalition du centre-gauche et de la démocratie chrétienne) ont été incapables d'opérer durant leurs vingt années de règne (1990-2010).

Mais les revendications des féministes contemporaines plongent leurs racines dans une histoire plus ancienne encore. *« Le mouvement féministe n'a jamais disparu, malgré des hauts et des bas en termes de visibilité,* nous explique l'historienne Luna Follegati. *Plutôt que des "vagues", on peut distinguer trois grandes époques. Du début du siècle jusque dans les années 1950, autour des demandes politiques et civiques (notamment le droit de vote, obtenu en 1949). La période des années 1980, avec l'intense résistance des femmes d'origine populaire à la dictature. Enfin, les luttes qui émergent depuis quelques années, qui mettent en avant les problématiques de la diversité sexuelle, la théorie* queer, *etc. »*

Le puissant Mouvement pour l'émancipation des femmes chiliennes (Memch), actif de 1935 à 1953, exigeait lui aussi le droit à la contraception et à l'avortement, la légalisation du divorce, l'égalité salariale. Il brandissait – déjà – l'arme de la grève. D'ailleurs, ses initiatrices, telles Elena Caffarena et Olga Poblete, ont participé en 1983 à la refondation de cette organisation pour lutter contre le régime militaire. À leurs côtés, les intellectuelles Julieta Kirkwood et Margarita Pisano, qui imaginent, au cours de ces années noires, un mot d'ordre resté fameux : « Démocratie dans le pays, à la maison et au lit ! »

La transition démocratique de 1989-1990 n'a pas seulement maintenu le modèle économique de la dictature, ainsi que la Constitution promue par le général Pinochet. La « démocratie des consensus », tant louée par le patronat du « jaguar » latino-américain, s'est également forgée grâce à la démobilisation des acteurs sociaux critiques. Le mouvement féministe en offre un exemple frappant. Perdant peu à peu de son tranchant, il a dérivé vers les politiques publiques de genre : des réformes compatibles avec l'idéologie du « tout marché », à laquelle se sont convertis de nombreux progressistes. Dans les hautes sphères de l'État, certaines femmes parvenaient à creuser leur sillon (dès lors qu'elles ne bousculaient pas le statu quo). Dans les soutes de la société, d'autres, issues des classes populaires et des populations indigènes, n'observaient aucune amélioration de leur situation.

La socialiste Michelle Bachelet, elle-même victime de la dictature, agnostique et célibataire, devient ministre dans les années 2000. En 2006, elle est élue première présidente de l'histoire du sous-continent, puis réélue en 2014, en jouant de son image de « mère de tous les Chiliens » (4). Mais elle ne fait pas davantage progresser la cause des femmes qu'elle ne rompt avec le social-libéralisme de sa famille politique. *« Durant son premier mandat, presque rien n'a été fait »,* tempête Mme Gael Yeomans dans son petit local de circonscription de la commune populaire de San Miguel. Elle incarne l'aile gauche du Frente Amplio (Front élargi), une coalition apparue début 2017 qui regroupe plusieurs organisations politiques (du centre à la gauche radicale), dont certaines issues du mouvement étudiant de 2011. *« Lors de son second mandat, une mesure positive a été la création – enfin ! – du ministère de la femme et de l'égalité de genre. Mais il n'a reçu ni le budget ni l'attention politique dont il avait besoin pour agir réellement et dans tous les domaines sociaux. Même le projet de loi contre les violences faites aux femmes a été négligé, laissant finalement cette initiative aux mains de la droite. »*

* Maître de conférences en histoire latino-américaine à l'université Grenoble-Alpes et coprésident de l'association France Amérique latine. Il a notamment coordonné l'ouvrage *Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale,* L'Harmattan, Paris, 2016.

(1) L'IVG n'est autorisée qu'en cas de viol, de danger immédiat pour la mère ou de non-viabilité du fœtus.

(2) Lire « Un entrepreneur multimillionnaire à la tête du Chili », La valise diplomatique, 19 janvier 2010, www.monde-diplomatique.fr

(3) Lire Hervé Kempf, « Au Chili, le printemps des étudiants », *Le Monde diplomatique,* octobre 2011.

(4) Nicole Forstenzer, *Politiques de genre et féminisme dans le Chili de la postdictature, 1990-2010,* L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », Paris, 2012.

GEORGES BARTOLI. – Graffiti et peinture murale, université de Concepción (image centrale). Les fantômes féminins réapparaissent sur les murs des vestiaires de la piscine du Stade national à Santiago, lieu de détention et de martyre des opposantes politiques (ci-dessus), comme dans les vitrines de la Villa Grimaldi (en bas). Au bord des routes, les voyageurs déposent une bouteille d'eau à la mémoire de la Difunta Correa, morte de soif en allaitant son enfant (à gauche).

Georges Bartoli est l'auteur du livre de photographies *De la vie des femmes* (préface de Fabienne Sintes), Privat, Toulouse, 2019.

« L'agenda femme », un paquet de mesures législatives lancé par M. Piñera en mai 2018, mêle vision conservatrice (les femmes étant le plus souvent réduites au rôle de mères) et libéralisme économique. Il prévoit de valoriser la parité dans les conseils d'administration des entreprises, ou encore un droit « universel » à une place en crèche pour les salariées ayant un contrat de travail stable, ce qui restreint considérablement la portée de la mesure dans un pays où la précarité est souvent de mise, et en particulier pour les femmes. Alors que moins de la moitié d'entre elles ont accès à une activité rémunérée, 31 % travaillent sans contrat ni protection sociale ou de santé (sans même mentionner la possibilité de se syndiquer) (5). Et, si le président répète à l'envi être engagé en faveur des « droits de *la* femme » (un singulier qui tend à essentialiser les femmes), personne n'est dupe : l'actuel locataire de la Moneda est connu pour ses saillies misogynes, distillées dans la presse tout au long de sa carrière. Il reste par ailleurs sous pression d'une coalition (aujourd'hui minoritaire au Parlement) où grenouillent adeptes de l'Opus Dei, militants antiavortement et anciens soutiens du général Pinochet.

« Réhabiliter le blocage de l'économie comme outil politique »

Au cours de cette période, les députés de droite réussissent le tour de passe-passe de faire accepter par le Tribunal constitutionnel le concept d'objection de conscience « institutionnelle » (et plus seulement individuelle) au sujet de l'IVG : dans un pays où la santé est très largement privatisée et aux mains de nombre d'organismes religieux, une clinique peut désormais proclamer qu'aucun avortement ne sera pratiqué dans ses murs, s'exonérant de la loi en vigueur comme du droit international.

Mais la marée féministe chilienne ne se nourrit pas que du contexte national. Reposant sur des mobilisations de rue et « par le bas », elle se reconnaît dans les appels à la grève des femmes en Pologne en octobre 2016, dans les images des manifestations de masse à Madrid après la remise en liberté des auteurs d'un viol au printemps 2018 ou dans les textes d'intellectuelles telles que Silvia Federici, Cinzia Arruzza, Nancy Fraser ou Tithi Bhattacharya. Le bouillon de culture principal demeure toutefois latino-américain : le foulard vert, symbole de la lutte pour le droit à l'avortement en Argentine, traverse la cordillère des Andes, tout comme le cri « Pas une de moins ! » (« ¡Ni una menos! ») dénonçant les féminicides. Ce féminisme venu du Sud bénéficie, de plus, d'une longue expérience de rencontres continentales organisées depuis les années 1980, bien que marquées par des clivages croissants. La résistance face aux assassinats de femmes à Ciudad Juárez (Mexique), au Salvador, au Guatemala est aussi dans tous les esprits.

Au début de l'année 2018, la Coordination féministe du 8 mars prend corps, d'abord à Santiago, puis en lien avec d'autres organisations régionales. Les assemblées locales de femmes fixent les programmes de mobilisation. Un an plus tard, la coordination ne dispose toujours pas de locaux, elle s'autofinance au jour le jour, mais elle a été rejointe pas plus de soixante organisations.

Au fil du temps, des commissions de travail (articulation sociale, communication, logistique, etc.) sont mises en place, des porte-parole élues par rotation, dans un effort visant à varier les générations, les orientations sexuelles, les origines et les points de vue. *« Nous avons voulu rompre avec la forme patriarcale et masculine d'organisation qui existe dans la politique, gauche comprise »,* lance une jeune militante que nous rencontrons. Grâce aux comités de grève dans les quartiers, aux interventions sur les réseaux sociaux et aux actions de rue des « brigades féministes », le succès du 8 mars se construit peu à peu.

Émerge ainsi l'idée de grève féministe, *« précisément parce que le droit de grève n'est garanti pour personne,* nous explique Mme Alondra Carrillo, cheville ouvrière de l'organisation. *Notre projet visait donc à réhabiliter le blocage de l'économie comme outil politique ».* Avec le nouveau code du travail promulgué par la dictature, en 1979, la possibilité d'interrompre le travail a été réduite à la portion congrue pour tous les travailleurs, en même temps que les libertés syndicales. Du fait d'une législation restrictive totalement archaïque, les grèves de l'immense majorité des salariés qui osent encore se mobiliser sont déclarées illégales, et les employés du secteur public ignorent encore tout de ce droit fondamental. *« Mais l'idée de grève,* ajoute la porte-parole*, impliquait également que nous souhaitions convoquer aussi bien les femmes que les hommes, même si, dans ce cas, les femmes devaient avoir le premier rôle, avec le soutien des hommes, qui, par exemple, se chargeraient de l'organisation de points d'alimentation et de la garde des enfants. »*

Au fil des semaines, des dizaines, puis des centaines de femmes s'investissent corps et âme, en dépit de leurs divergences. Certaines, par exemple, plaident pour militer exclusivement dans des espaces non mixtes (c'est-à-dire sans hommes), alors que d'autres s'y opposent. Certaines sont favorables aux contacts avec les partis politiques, l'État ou les médias ; d'autres jugent la démarche trop risquée…

La Rencontre plurinationale des femmes en lutte, en décembre 2018, représente un moment fort de ce travail de fourmis. Elle rassemble 1 200 femmes venues de toutes les régions et formule l'appel à la grève du 8 mars, ainsi qu'un programme en dix points (6). Selon Mme Carrillo, celui-ci vise à faire en sorte que la question féministe imprègne l'ensemble du mouvement social et tous les thèmes qui l'animent. Ainsi, les revendications des migrantes côtoient dans le document l'exigence d'une *« éducation démarchandisée non sexiste, anticoloniale et laïque »* ; la reconnaissance de l'autodétermination des peuples autochtones jouxte un plaidoyer pour un avortement *« libre, légal, sûr et gratuit »* et un autre pour la *« fin de la violence politique, sexuelle et économique contre les femmes ».*

Une solution réelle contre l'extrême droite

Selon des chiffres officiels, presque un tiers des Chiliennes subiraient des violences sexuelles au moins une fois au cours de leur vie. Et le Réseau chilien contre les violences faites aux femmes dénonce depuis plusieurs années la mort d'une d'entre elles chaque semaine, en moyenne, sous les coups d'un homme (sans que cela soit systématiquement considéré comme un féminicide par la loi) (7). Pour les militantes, cette violence contre le corps des femmes est consubstantielle à la violence du modèle capitaliste néolibéral. Rejetant un féminisme élitiste et libéral, Mme Carrillo et ses camarades ne cessent de rappeler les intersections entre les dominations de genre, de race et de classe, prenant ainsi le contre-pied du gouvernement et des politiques en vigueur. Les femmes sont en effet parmi les premières perdantes de l'ultracapitalisme andin. Dans un pays où la semaine légale de travail est de quarante-cinq heures et où 70 % des salariés gagnent moins de 730 euros par mois, elles perçoivent un salaire inférieur de 30 % à celui des hommes (8). Pour l'accès à la santé, elles subissent les discriminations des assurances privées à cause des grossesses potentielles, considérées comme un « risque ». Même chose en ce qui concerne les retraites, entièrement aux mains de fonds de pension depuis les années 1980 (sous l'impulsion de M. José Piñera, frère de l'actuel président, ministre du travail de la dictature).

Mais la coordination fait également face à nombre de critiques, aussi bien internes qu'externes, qui menacent sa volonté d'unité. *« Le mouvement féministe hégémonique actuel est très lié au mouvement étudiant et aux thématiques de lutte contre le harcèlement sexuel au sein des universités »,* remarque Daniela Catrileo, jeune poétesse d'origine mapuche et membre du collectif décolonial Rangiñ-tulewfü. Sans chercher la conciliation, elle ajoute : *« Les femmes racisées, les demandes du peuple mapuche, le colonialisme interne n'étaient pas assez visibles et pris en compte. Nous étions également critiques de l'appel à une "grève" féministe, dans le sens où ce mot d'ordre, venu surtout du Nord et des mouvements européens, peut exclure de nombreuses femmes précaires ou migrantes. »* Mme Carrillo répond à l'objection : *« Nous avons promu une grève sous quatre formes possibles : sur le lieu de travail si la situation des salariées le permet ; grève des soins et du travail non rémunéré dans les foyers ; interruption de la consommation ; et, enfin, manifestation dans l'espace public. »*

Cette dernière modalité a été au cœur de la journée du 8 mars dernier. Sur le terrain syndical, le fait que la principale organisation nationale, la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), n'ait pas soutenu l'appel féministe n'a pas facilité l'élargissement du mouvement. Pourtant, la CUT est présidée par une femme, la dirigeante communiste Bárbara Figueroa. Mais la direction de la centrale peine toujours à accompagner ce qu'elle ne contrôle pas. Malgré tout, dans certaines villes, comme Valparaiso, des organisations syndicales combatives ont fait résolument acte de présence, essuyant d'ailleurs une forte répression policière. D'autres organisations de salariés du public, comme le Collège des professeurs et la Confédération nationale de la santé municipale, ont aussi été très engagées.

Commentant la réussite de la journée du 8 mars, Mme Karina Nohales, spécialiste du droit du travail et militante féministe, se félicite des progrès gigantesques obtenus en quelques mois. Des difficultés demeurent, souligne-t-elle toutefois, notamment pour toucher les habitantes des nombreux quartiers déshérités de Santiago (les *poblaciones*), les migrantes ou encore les travailleuses du bas de l'échelle. D'autant que l'image de féministes plutôt blanches et issues des classes moyennes colle à la peau du mouvement, et suscite certaines réticences. *« Pourtant,* commente-t-elle, *nous avons beaucoup avancé dans le sens d'une meilleure intégration de la lutte féministe au sein des* poblaciones *et de certains syndicats, particulièrement dans les secteurs (éducation, santé, administration) où il y a une présence féminine marquée. Le but de la coordination est précisément de parvenir à une approche qui touche l'ensemble des femmes, qui traite aussi bien des attentes de celles des secteurs populaires, des migrantes, que de celles parfois dites des "classes moyennes", mais qui, dans le Chili néolibéral, sont en réalité – notamment les jeunes – certes diplômées, mais endettées jusqu'au cou. »*

Malgré certains bémols, cette première grève féministe a été vécue comme un immense pas en avant, et la coordination entend continuer sur sa lancée : compléter le programme fondateur en l'ouvrant à nouveau à la discussion ; renforcer le travail unitaire, du Grand Nord jusqu'à la Patagonie, mais aussi dans le reste du monde. Objectif affiché : jeter des ponts plus solides en direction des migrantes, des femmes âgées et des mineures, voire les créer en ce qui concerne les détenues. Selon Mme Carrillo, *« il s'agit de montrer que le féminisme est une solution réelle, particulièrement dans un moment de montée en force de l'extrême droite et de courants réactionnaires dans toute la région ».*

Au Chili, les sondages démontrent que l'Église catholique continue à perdre du terrain, et la multiplication en son sein des scandales de pédophilie, couverts par la hiérarchie, n'a fait qu'alimenter ce discrédit. Mais diverses sectes évangéliques progressent dans les quartiers, sans être d'ailleurs toutes intégristes (deux pasteures ont même participé aux rencontres féministes). Certains groupuscules fascisants s'en prennent régulièrement – et violemment – aux féministes, aux lesbiennes et aux transgenres. Dans le même temps, les recompositions politiques ont favorisé l'émergence médiatique et électorale de personnalités d'extrême droite, comme l'ancien député José Antonio Kast (Action républicaine), qui dénonce l'*« idéologie du genre »*. Farouchement opposé à l'avortement et à celles qu'il qualifie de *« féministes en carton »,* il chante les louanges de la *« vraie femme chilienne »,* forcément catholique, nationaliste et… au foyer.

Franck Gaudichaud.

(5) Institut national de statistiques, Santiago, octobre-décembre 2017.

(6) http://cf8m.cl/encuentros

(7) www.nomasviolenciacontramujeres.cl

(8) « Los verdaderos sueldos de Chile », Fundación SOL, Santiago, 2018, www.fundacionsol.cl